

Lettre ouverte de la CDF à Emmanuel MACRON

Ouverture du Dimanche : douze Zones touristiques internationales à Paris et la suite... Quel gâchis !

Attention, Monsieur le Ministre Emmanuel MACRON ! Avec votre nouvelle réforme, vous êtes en train d'accentuer, de creuser **l'injustice entre les formes de commerces** et de fragiliser notre système social, mettre en difficulté les salariés les plus défavorisés notamment en réinstaurant le travail de nuit !

Vous contribuez à **favoriser la disparition des Très Petites Entreprises du commerce et de l'artisanat commercial**, qui n'ont pas les moyens d'ouvrir – mais qui n'auront pas le choix dans les centres commerciaux et parfois jusqu'à minuit, sans parler des hausses de loyer que cela va engendrer.

Attention à ne pas faire disparaître **l'exception française des commerces de proximité** au sein de notre beau pays, si prisés des touristes. Vous risquez de créer des villes standardisées et une société artificielle, et seulement consumériste...

Nous comprenons que vous puissiez être sous l'influence directe du grand commerce, qui réclame encore plus de zones, qui ose invoquer que les organisations professionnelles sont d'accord avec ces ouvertures. Faux ! **La boîte de Pandore est ouverte.**

La CDF s'associe pleinement aux mises en garde de Madame Anne HIDALGO, Maire de Paris, qui connaît bien le tissu économique de la Capitale.

Monsieur le Ministre, avec tout le respect que l'on vous doit, **nous vous demandons d'arrêter cette escalade complètement inutile, destructrice d'emplois** à moyen terme, qui n'apportera aucune évolution sur le chiffre d'affaires des commerces, si ce n'est d'engendrer des transferts de chiffre d'affaires et d'emplois, sauf dans quelques zones d'exception (Champs Elysées, Rue des Francs Bourgeois, où les commerces ouvrent déjà !) et certains quartiers mythiques de Paris, comme Hausmann, Ile Saint Louis, les Halles...

Au Royaume-Uni, sur bien des plans, c'est un échec, accompagné d'un triste constat : la disparition d'entreprises du commerce, sans compter avec la dégradation du cadre de vie. En Italie, depuis la libéralisation de M. MONTI, en 18 mois, selon la fédération patronale Confesercenti, cela a même conduit à la fermeture de 32 000 entreprises et la perte de 90 000 postes de travail.

Par contre, d'autres pays européens comme l'Allemagne ont su se préserver et n'ont pas pris ce mauvais chemin.

Monsieur le Ministre, nous espérons que vous entendrez notre appel à la raison économique et sociale.

Arrêtons l'intox. Arrêtons de tromper nos citoyens en leur faisant croire que la libéralisation des ouvertures, c'est la clé de la relance et de la création d'emplois.

Oui, à l'évolution ! Non, à la régression sociale, au recul sociétal.

Contact :

Francis PALOMBI, Président : f.palombi@cf-cdf.org – 06 82 42 41 78

Bénédicte BOUDET-CORRIC, Déléguée générale : b.boudet-corric@cf-cdf.org – 01 44 79 38 71